



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 31 janvier 2023

## ❖ Régional

### Hausse des échanges commerciaux avec la Chine en 2022

Selon les Douanes chinoises, le commerce bilatéral entre l'Afrique et la Chine (282 Mds USD) a enregistré une hausse de +11 % en g.a. en 2022. La Chine consolide sa position de premier partenaire commercial bilatéral du continent, position qu'elle occupe depuis 2009. Les exportations africaines vers la Chine, portées par la hausse des cours des matières premières, ont augmenté de 11 % par rapport à 2021, pour atteindre 117,5 Mds USD. Les importations africaines depuis la Chine (164,5 Mds USD en 2022) ont connu une hausse similaire (11 %). La relation commerciale bilatérale reste marquée par un déséquilibre structurel des échanges en faveur de la Chine, avec un excédent commercial s'élevant à 34,7 Mds USD par an en moyenne (2010-2020) selon les données *UN COMTRADE*. L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec des échanges bilatéraux de 56,7 Mds USD en 2022. S'agissant de la région Afrique de l'Est Océan Indien (AEOI), cette dernière enregistre un déficit commercial structurel vis-à-vis de la Chine qui a atteint -20,2 Mds USD en 2020 (*UN COMTRADE*). Les plus gros exportateurs vers la Chine étaient le Soudan et le Soudan du Sud. A l'inverse, les plus gros importateurs de la région depuis la Chine en 2020 étaient le Kenya, la Tanzanie et le Soudan.

### Sommet de Dakar 2 : Les partenaires de développement s'engagent à verser 30 Mds USD

Le deuxième sommet africain sur l'alimentation, qui s'est tenu au Sénégal les 25-27 janvier, s'est achevé sur une promesse de 30 Mds USD de la part des bailleurs de fonds pour stimuler la productivité agricole et faire de l'Afrique un "grenier à blé" pour le monde. Les partenaires du développement comprennent la Banque africaine de développement, qui prévoit de fournir 10 Mds USD sur cinq ans, et la Banque islamique de développement, qui s'est engagée à fournir 5 Mds USD. Dans la Déclaration de Dakar, les dirigeants ont convenu d'allouer au moins 10 % des dépenses publiques pour augmenter le financement de l'agriculture et de déployer des ensembles de production robustes pour stimuler la productivité et accroître la résilience. En outre, le président de la Banque islamique de développement a promis un

soutien continu pour stimuler la production afin d'atteindre la sécurité alimentaire et l'autosuffisance sur l'ensemble du continent. Le Canada et l'Allemagne se sont également engagés à soutenir le programme *Feed Africa*.

## 🍷 Burundi

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Comores

**Signature d'un accord promouvant les investissements de la diaspora comorienne**

Un accord entre l'ONG Agence africaine de coopération économique internationale (ACEI) et la Chambre Economique Franco Comorienne a été signé dernièrement. Ce partenariat entend promouvoir la création d'entreprises et les investissements de la diaspora aux Comores, avec pour objectif de stimuler la création d'emplois à travers le renforcement du tissu entrepreneurial local. Cette rencontre a aussi été l'occasion de rappeler l'importance de la diaspora dans l'économie et son caractère incontournable dans l'accomplissement du Plan Comores Emergent 2030. Pour rappel, les transferts de la diaspora contribuaient à hauteur de 20 % du PIB en 2020.

## 🍷 Djibouti

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Ethiopie

**Prévision de croissance de 7,5 % d'ici la fin de l'année fiscale 2022/23**

Selon le gouvernement éthiopien, sur la base des performances macroéconomiques des six derniers mois, l'économie éthiopienne enregistrera un taux de croissance de 7,5 % à la fin de l'exercice 2022/23. Au cours du premier semestre 2022/23, l'économie éthiopienne a connu une croissance de 6,4 %. Avec une croissance de 6,7 % sur la période, le secteur agricole demeure le pilier de l'économie et la principale source de devises du pays. Le secteur manufacturier aurait enregistré une croissance de 8,2 % sur la période, malgré les nombreux défis internes (pénurie de devises, pénurie d'intrants) et pressions externes (suspension de l'AGOA). De plus, les recettes intérieures (222 Mds ETB) provenant de sources fiscales et non fiscales serait en hausse (+28,9 %) sur la période. Néanmoins, les recettes d'exportation (1,8 Md USD) seraient en baisse (seulement 77 % de l'objectif atteint). Ces résultats s'expliqueraient par la volatilité des prix mondiaux, la prolifération du commerce illégal et de la contrebande, ainsi que les défis de la chaîne commerciale. Selon le gouvernement éthiopien, les flux d'investissements directs étrangers ont atteint 1,9 Md USD et 1,5 millions d'emplois auraient été créés au niveau national.

## Kenya

### Les réserves de change à leur plus bas niveau depuis 7 ans

Les réserves s'élèvent actuellement à 7 Mds USD, soit 3,92 mois d'importations, a indiqué la Banque centrale du Kenya (CBK) dans son bulletin hebdomadaire fin janvier. Alors que le Kenya vise à maintenir les réserves à un minimum de quatre mois d'importations, la Banque centrale a précédemment soutenu que sa chute ne devrait pas alarmer, qualifiant le dépassement de la limite de " non-événement ". Bien que la CBK minimise les inquiétudes concernant l'illiquidité du dollar sur le marché, le FMI a reconnu les défis alors même que l'institution appelait à des réformes pour réactiver le marché interbancaire dans un rapport publié en décembre. Les réserves du Kenya s'épuisent en partie à cause des remboursements aux prêteurs bilatéraux et commerciaux et de l'intervention de la CBK pour tenter de ralentir la dépréciation du shilling par rapport au dollar. Pour rappel, le shilling s'est affaibli à une moyenne de 124.35 Kes/USD par rapport à 113.57 Kes/USD il y a un an. La chute intervient alors que le pays devait ce mois-ci rembourser des dettes extérieures estimées à 506,7 MUSD, selon la Banque mondiale. Le décaissement par le Fonds monétaire international d'un prêt de 447,39 MUSD au Kenya a contribué à porter les réserves à un équivalent de 4,22 mois de couverture des importations fin décembre. Le Kenya attend une nouvelle contribution de 750 MUSD de la Banque mondiale avant la fin du mois de juin, ce qui devrait soulager la pression sur les réserves.

### Les agences routières kényanes condamnées à payer près de 71,6 MEUR suite à des ruptures de contrats

Le Département d'Etat des infrastructures a révélé que la *Kenya National Highways Authority* (KeNHA) et la *Kenya Rural Roads Authority* (KeRRA) ont été condamnées à régler 9,69 Mds KES (71,6 MEUR) pour non-respect de certains contrats routiers au cours des deux derniers exercices fiscaux. Les retards dans le déblocage des fonds par les agences publiques et le Trésor est une des raisons majeures des litiges avec les entreprises, qui ont entamé des procédures de règlement des différends par arbitrage. La société israélienne *SBI International Holdings Kenya* est la plus grande bénéficiaire des indemnités de ruptures de contrat, et s'est vue attribuer 6,96 Mds KES (71,9% du montant des indemnités totales) pour la résiliation de 10 contrats routiers. Le développement routier a constitué une priorité d'administration de l'ancien président Kenyatta, qui a dépensé 1,4 Mds KES (11,3 Mds USD) pour la construction de routes, financés essentiellement par des prêts (notamment de la Banque mondiale, de la BAD, ou de l'*Exim Bank* chinoise), et plus rarement via des partenariats publics privés.

### Kenya Power accuse des pertes de 15,5 MEUR suite aux réductions tarifaires de 15 % mises en place en 2022

Suite à la mise en place d'une réduction de 15% des tarifs d'électricité en janvier 2022, *Kenya Power* a perdu 2,1 Mds KES (15,5 MEUR). Ces pertes seraient liées au

refus d'autres entreprises publiques du secteur, *Kenya Electricity Generation Company* (KenGen), *Kenya Electricity Transmission Company Limited* (Ketraco) et *Geothermal Development Company Limited* (GDC) de réduire leurs tarifs selon un rapport de l'Auditeur Général, contraignant *Kenya Power* à absorber l'intégralité des pertes. KenGen, entreprise publique de production d'électricité, s'était par exemple engagée à contribuer à soutenir la réduction tarifaire à hauteur de 3,5 Mds KES en réduisant le montant des factures à *Kenya Power* (réduction du tarif d'achat de l'électricité), mais n'a pas concrétisé cet engagement, soulignant également la fragilité financière des entreprises publiques du secteur. *In fine*, la réduction tarifaire de janvier a entraîné, pour *Kenya Power*, une perte de revenus sur FY21/22 de 26,3 Mds KES (194,4 MEUR) et un fonds de roulement négatif de 47,8 Mds KES (353,3 MEUR). La fin des subventions aux tarifs de l'électricité décidée fin 2022, couplée aux potentielles hausses de tarifs demandées par *Kenya Power* auprès de l'autorité de régulation (EPRA) – qui devrait les publier prochainement – pourraient soulager à terme les finances de *Kenya Power*.

### La Banque centrale du Kenya (CBK) maintient le taux directeur à 8,75 %

Le Comité de politique monétaire a annoncé fin janvier qu'il maintiendrait le taux directeur à 8,75%, anticipant une atténuation des pressions inflationnistes suite à l'annonce de la suppression des droits d'importation sur le maïs et le riz. En effet, le gouvernement a annoncé début février la suppression des droits d'importation sur 900 000 tonnes de maïs blanc et 600 000 tonnes de riz pour une période de six mois, afin

d'éviter une pénurie de céréales et d'atténuer les pressions sur l'inflation domestique. En outre, la CBK a également justifié l'absence de hausse du taux directeur - bien que le taux d'inflation ait dépassé l'objectif de la CBK (5% +/- 2,5pt) - par le fait que l'impact du précédent resserrement de novembre 2022 se transmettait encore à l'économie réelle, ne nécessitant donc pas de nouvelle hausse. Pour rappel, depuis le début du conflit russo-ukrainien, la CBK avait décidé de relever son taux directeur de 7% à 7,5% en mai, puis à 8,25% fin septembre et à nouveau à 8,75% fin novembre, afin de répondre à la hausse de l'inflation et d'éviter une dépréciation du taux de change. Après avoir enregistré un pic en octobre 2022, l'inflation est redescendue à 9,5% en novembre, puis à 9,1% en décembre, sous l'effet de la baisse des prix du maïs, du lait, des huiles comestibles et du blé. L'inflation des carburants a également diminué à 12,7% en décembre, contre 13,8% en novembre, en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole brut.

### Madagascar

Le pays gagne cinq places dans le classement *Transparency* sur la perception de la corruption mais son score demeure inchangé

Dans le cadre de la présentation de son rapport annuel sur l'indice de perception de la corruption (IPC) 2022 portant sur l'année 2021, *Transparency International Initiative Madagascar* (TI-IM) annoncé que le pays est passé de la 147<sup>ème</sup> à la 142<sup>ème</sup> place du classement (sur 180 pays). Le classement s'explique notamment par la nomination d'un nouveau directeur général du service

de renseignement financier (SAMIFIN) et de l'adoption du décret de création de l'Agence de recouvrement des avoirs illicites (ARAI). Le score du pays demeure toutefois inchangé (26/100), des efforts importants restant à mobiliser en matière de moyens financiers pour lutter contre la corruption. TI-IM recommande l'adoption de mesures de plafonnement des dépenses de campagne électorale et la transparence de leurs sources, l'adoption de lois sur l'accès à l'information à caractère public et la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte.

## 🍷 Maurice

### Le gouvernement organise un atelier de travail sur la bonne gouvernance fiscale et la lutte contre le blanchiment

Fort de la restructuration de sa réglementation financière qui lui a permis une sortie rapide de la liste de grise du GAFI, Maurice a accueilli, du 26 au 30 janvier, les Etats membres de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) pour un atelier de travail sur la bonne gouvernance fiscale et la lutte contre le blanchiment d'argent. Cette séquence a permis d'esquisser les contours d'un renforcement de la coopération entre les Etats participants, notamment autour d'une plateforme virtuelle d'échange, lancée officiellement en marge des réunions. L'Union européenne, représentée par la Commissaire européenne Mairead McGuinness, a confirmé son engagement pour soutenir les pays de l'ACP dans de telles dynamiques.

## Ouganda

### 🍷 Le Parlement approuve le budget de l'exercice 2023/24

Le Parlement a adopté le 1<sup>er</sup> février, le document de cadre budgétaire de l'exercice 2023/2024, d'une valeur de 49 980 Mds UGS (shillings ougandais), soit 13,7 Mds USD. En hausse de 3,9% par rapport à l'exercice précédent, ce budget sera financé à hauteur de 57,7% par les recettes intérieures, 21,8% par l'aide extérieure (dont 23% au titre de l'aide budgétaire et 77% de l'aide projet), 3,2% par les emprunts domestiques, 15,8% par les refinancements de la dette domestique et 1,1% par les autres recettes (dont 45% provenant des collectivités locales et institutions publiques). Ce budget vise à soutenir " l'agriculture commerciale, l'industrialisation, l'expansion et l'élargissement des services, la transformation numérique et l'accès au marché." Cela se traduit par les priorités suivantes : le développement du capital humain qui, bien qu'en baisse de 0,9%, arrive en tête avec 2,47 Mds USD, suivi du programme de gouvernance et de sécurité (1,87 Md ; -5,9%) et les infrastructures de transports (1,28 Md, avec notamment la construction et réhabilitation du réseau de voie ferrée). Suivent ensuite les programmes énergie et ressources minières (0,49 Md), développement du secteur privé (0,49 Md), agro-industrialisation (0,41 Md, avec notamment des investissements dans l'irrigation et la lutte contre le changement climatique). Le service de la dette augmente de 18,8% et représente désormais 5,21 Mds USD, soit 32% du budget.

## 🍷 Rwanda

## Visite de la Directrice Générale du FMI Kristalina Georgieva

La directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), Kristalina Georgieva, s'est rendue à Kigali du 24 au 27 janvier afin de rencontrer le gouvernement rwandais, le premier en Afrique à bénéficier de la facilité pour la résilience et la durabilité (RST) d'un montant de 319 millions de dollars. La Directrice générale a également annoncé la mise en place d'un nouvel instrument de coordination des politiques publiques au Rwanda, condition des termes du RST. Le RST permet au FMI de réaliser des prêts hautement concessionnels (maturité de 20 ans et une période de grâce de 10,5 années) à des pays en voie de développement. Ces prêts servent à faciliter les investissements publics écologiques, à atténuer les risques financiers et à renforcer la stabilité de la balance des paiements. A ce jour, trois pays bénéficient de ce programme, le Costa Rica, la Barbade et le Rwanda.

## Seychelles

*Pas de brève cette semaine*

## Somalie

### Les Etats-Unis font un don de 41 MUSD

L'ambassadrice des États-Unis aux Nations-Unies a exprimé, la semaine dernière, son soutien aux efforts du président Hassan Cheikh pour faire avancer les réformes politiques, économiques et sécuritaires nécessaires à la stabilité durable de la

Somalie. Linda Thomas-Greenfield a également réaffirmé l'engagement des États-Unis à soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme menés par les Somaliens et la nécessité de diversifier le soutien des donateurs internationaux pour endiguer la dégradation de la situation alimentaire. L'ambassadrice a annoncé 41 MUSD de nouveaux financements américains à la Somalie. Ce financement de l'USAID permettra de remédier aux pénuries alimentaires extrêmes, de traiter la malnutrition sévère chez les femmes et les enfants et de lutter contre les épidémies.

## Soudan

### Approbation du budget par le Conseil des ministres

Le ministre des Finances a annoncé dans une conférence de presse, le 2 février, l'approbation du budget 2023 par le Conseil des ministres. Ce budget devrait encore, en l'absence d'un parlement, être approuvé par les deux conseils des ministres et de la souveraineté lors d'une réunion conjointe dans les jours qui viennent. D'après le ministre, le budget prévoit des recettes de 7363 Mds de SDG (soit 12,6 Mds USD) contre 3326 Mds de SDG (soit 7,66 Mds USD) pour 2022, et des dépenses de 8196 Mds de SDG (soit 14 Mds USD) contre 3318 Mds de SDG (soit 7,64 Mds USD) pour 2022. Quant au déficit budgétaire estimé il est de 1,4 % du PIB (il était de 1,3 % du PIB pour 2022). Les dépenses sur la santé et l'éducation représentent 14,7 % et 10 % respectivement. Le ministre a indiqué également que l'Etat envisage d'augmenter ces deux enveloppes dans les années qui viennent pour atteindre 40 % du budget au total. Les dépenses sur les projets de développement s'élèvent à 10 %

du budget et les transferts vers les Etats fédéraux à 20 %.

## Soudan du Sud

*Pas de brève cette semaine*



## Tanzanie

**Les garanties de prêt de la *Tanzania Agriculture Development Bank* ont bénéficié à 13 239 petits exploitants agricoles**

Par le biais de son programme '*Smallholder Farmers Credit Guarantee Scheme*' (SCGS), la *Tanzania Agriculture Development Bank* (TADB) a révélé avoir garanti un financement de 173,49 Mds KES à l'agriculture en cinq ans. En pratique, la banque d'Etat fournit une garantie allant jusqu'à 50 % aux banques partenaires qui accordent des prêts agricoles. Selon un état financier trimestriel, entre 2018 et fin décembre 2022, 13 239 petits exploitants agricoles ont bénéficié de cette initiative. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'engagement pris par le gouvernement de garantir l'accès des petits exploitants et des PME agricoles à des prêts à taux d'intérêt faibles et de stimuler le financement du secteur agricole. L'agriculture est le 3<sup>ème</sup> secteur économique porteur du pays et contribue actuellement à 26,9 % du PIB derrière les services (34,3 %) et l'industrie (29,3 %). Le secteur agricole emploie plus de 70 % de la population active mais rencontre de nombreux défis dont notamment la modernisation de l'agriculture, l'emploi des jeunes, l'adaptation au changement climatique, et

des financements limités. En février 2022, l'Agence Française de Développement (AFD) a octroyé son premier financement dans le secteur agricole en Tanzanie. Cet appui, divisé en un prêt de 80 MEUR et une subvention de 1 MEUR, a pour objectif d'améliorer l'accès au financement du secteur de l'agriculture en Tanzanie en soutenant le renforcement de la TADB.

**Le groupe marocain OCP annonce des négociations avec la Tanzanie pour l'installation d'une usine d'engrais**

La Tanzanie ne peut produire localement que 10 % de la demande annuelle de 430 000 T d'engrais, le reste étant importé. Selon la présidente du conseil d'administration de la *Tanzania Fertilizer Company* (TFC), en raison de la pénurie d'engrais, aggravée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, entraînant une flambée des prix, la Tanzanie doit commencer à intensifier sa production d'engrais locale. Ainsi, le directeur général de la TFC a annoncé le début de pourparlers avec Rabat pour la mise en place, avec l'appui du Groupe OCP, d'une usine d'engrais à Kisarawe. Lors du Sommet Dakar 2, le PDG du Groupe OCP avait déjà engagé des discussions avec la présidente Samia Suluhu Hassan.

**La Tanzanie et les Emirats arabes unis signent un accord sur des infrastructures pétrolières**

Le gouvernement tanzanien a récemment signé un protocole d'accord (MoU) avec des représentants du Groupe *Emirates National Oil Company* (ENOC) portant sur la construction d'infrastructures de réception et de stockage de pétrole. Ces dernières devraient permettre de faire face aux longs

délais d'attente pour le déchargement des produits pétroliers, en particulier lors du transit vers d'autres pays d'Afrique de l'Est. De plus, cet accord a pour but de maintenir un stock de carburant pour couvrir la demande sur une période pouvant aller jusqu'à six mois, contre trente jours actuellement.

### Selon la Banque africaine de développement, l'économie de la Tanzanie devrait croître de 5,6% cette année

Selon le rapport de la Banque africaine de développement (BAD) intitulé « Performances et perspectives macroéconomiques en Afrique », l'économie de la Tanzanie devrait croître de 5,6% cette année. Les projections de la BAD corroborent les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles l'économie tanzanienne connaîtrait une croissance de

5,3% en 2023. Ainsi, cette croissance sera bien supérieure à la prévision de croissance moyenne de l'Afrique subsaharienne, qui est de 3,6%. Selon la BAD, la Tanzanie reprendra sa place « parmi les dix économies à la croissance la plus rapide au monde ».

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

**Page pays :** [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

**Twitter :** [DG Trésor Kenya](#)

**Contact :** Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : Quentin DUSSART

[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

**Page pays :** [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

**Twitter :** [DG Trésor Madagascar](#)

**Contact :** Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

**Page pays :** [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

**Contact :** Julien DEFRANCE

[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

**Page pays :** [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

**Contact :** Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

## Tanzanie

**Page pays :** [Tanzanie](#)

**Contact :** Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

## Soudan

**Page pays :** [Soudan](#)

**Contact :** Rafael SANTOS

[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)